

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/5754
8 juin 1964
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE, EN DATE DU 8 JUIN 1964, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR
LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA TURQUIE

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint, pour l'information des membres
du Conseil de sécurité, le texte d'une lettre que M. Fazil Kutchuk, vice-président
de la République de Chypre, a adressée au Secrétaire général de l'Organisation des
Nations Unies.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer cette lettre
comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la Turquie
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) Orhan ERALP

Monsieur le Secrétaire général,

M. Zenon Rossides, qui prétend toujours être le représentant permanent de Chypre auprès de l'Organisation des Nations Unies, m'a de nouveau accusé, le 3 juin, d'activités subversives et séparatistes et a repris la vieille allégation des Grecs selon laquelle j'aurais quitté le gouvernement et démissionné de mes fonctions de vice-président.

Comme le général Gyani lui-même l'a récemment déclaré à Famagouste, aucun Turc n'est en sécurité en dehors du territoire proprement turc; c'est un fait, aisément contrôlable au Siège de l'Organisation des Nations Unies, que 82 Turcs innocents ont été pris comme otages dans les rues et au lieu de leur travail, en territoire grec, et tout donne à penser que les Grecs les ont brutalement massacrés depuis que la Force des Nations Unies est devenue opérationnelle à Chypre. Parmi eux se trouvait le directeur adjoint turc de la Barclays Bank de Famagouste qui a couru le risque de se rendre à son travail dans le quartier grec de la ville, ce qui lui a vraisemblablement coûté la vie. Rossides continue cependant d'avoir l'audace de prétendre que j'ai quitté le gouvernement. Sans doute eût-il aimé que les ministres turcs et moi-même payions de notre vie un risque analogue à celui qu'ont pris le directeur turc de la Banque de Famagouste et d'autres. Chacun sait maintenant que les Grecs ont brutalement attaqué la communauté turque en décembre dernier afin d'assujettir les Turcs par la terreur et de les empêcher de faire obstacle à leurs sinistres desseins.

Tout observateur impartial sait également que j'ai fait preuve du maximum de bonne volonté et de tolérance au cours des trois années d'existence de la République, afin d'assurer la viabilité de l'Etat; depuis que la violence a éclaté, je préconise le respect de l'ordre constitutionnel et le retour au calme et aux activités pacifiques. Makarios n'a répondu à aucun de mes appels et a rejeté sur le champ celui que je lui ai adressé hier encore, l'invitant à déclarer qu'il respectera la Constitution jusqu'à ce qu'on ait trouvé une solution acceptable par

les parties et lui demandant une réunion afin de permettre aux ministres turcs et à moi-même de participer aux séances du Conseil des ministres; malgré cela, son représentant auprès de l'Organisation des Nations Unies m'accuse d'avoir quitté le gouvernement. Rossides parle également de ma collusion avec une puissance étrangère - il s'agit sans doute de la Turquie - en vue de permettre à cette dernière d'envahir Chypre. Il ne m'appartient pas de défendre l'attitude de la Turquie dans cette affaire; il me suffira de faire observer ici que la Turquie ne cherche pas à étendre son territoire et que le monde entier admire la modération dont la Turquie a fait preuve malgré son droit contractuel d'intervenir, en tant que puissance garante, afin de rétablir l'ordre constitutionnel à Chypre. On devrait faire comprendre aux Grecs que le terrorisme et la violence fondés sur la déformation des faits et le mensonge ne sont d'aucun secours au XXème siècle pour réaliser de sinistres desseins à la face du monde. Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte du présent télégramme à tous les membres du Conseil de sécurité.

Le Vice-Président de la République de Chypre,

(Signé) Fazil KUTCHUK

COPIE

